



**MINISTÈRE
CHARGÉ DU BUDGET
ET DES COMPTES PUBLICS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Acheteur public : [Ministère chargé du Budget et des Comptes Publics](#)

Direction service : [Direction des Achats de l'Etat](#)

Cahier des clauses particulières

Numéro de la consultation : [DAE_IRVE_2024](#)

Objet de la consultation : [Prestations relatives à la mise en œuvre d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques.](#)

[Lot 1 : Prestation de conseil et d'audit en mobilités](#)

Sommaire

1. IDENTIFICATION	5
1.1 Glossaire	5
2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	6
3. PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE.....	6
4. ALLOTISSEMENT	6
5. FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	7
6. DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	7
6.1. Cadre général	7
6.2. Reconduction de l'accord-cadre.....	7
7. LIEU D'EXECUTION	8
8. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	8
9. MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	8
10. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
10.1. Représentation des parties	8
a) Représentation de l'acheteur	8
b) Représentation du titulaire.....	8
10.2. Conditions d'exécution.....	9
a) Remplacement des intervenants.....	9
b) Emission et exécution des bons de commande	9
c) Pilotage.....	10
d) Relation Fournisseurs.....	11
e) Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance.....	13
10.3. Obligations du titulaire.....	13
a) Obligation de conseil	13
b) Obligation d'information	14
c) Mesures de sécurité	14
10.4. Responsabilité du titulaire	15
10.5. Considérations environnementales	15
10.5.1 Communication du BEGES	15
10.5.2 Déplacements	16
10.6. Traitement de données à caractère personnel	16
10.7. Confidentialité et secret des affaires	23
10.8. Valorisation des ordres de service	24
10.9. Clauses de réexamen.....	24
10.10. Constatations de l'exécution des prestations - opérations de contrôle, vérification et admission des prestations.....	24
10.11. Garantie	25
10.12. Pénalités	25
a) Pénalités de retard	25

b) Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	26
Les pénalités liées à l'exécution des prestations sont applicables, par le bénéficiaire, sans mise en demeure préalable.....	26
c) Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel.....	27
d) Pénalité pour non-respect du secret des affaires.....	27
e) Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre conformément à l'article 11.6 du CCP	27
11. REGIME FINANCIER	28
11.1 Forme et contenu des prix.....	28
11.2. Variation des prix.....	28
11.3. Avances.....	29
11.4. Modalités financières.....	29
a) Répartition des paiements.....	29
b) Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire	29
c) Intérêts moratoires	30
d) Modalités de facturation.....	31
11.5. Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	32
11.6. Modifications financières pour circonstances imprévisibles	33
12. CLAUSES TECHNIQUES	34
12.1 Réunion de lancement.....	34
12.2 Collecte des données existantes	34
12.3 Visite du site	35
12.4 Synthèse des données et planning.....	35
12.5 Contexte réglementaire des parcs de stationnements.....	35
12.6 Dimensionnement des usages	36
12.6.1 Audit des infrastructures existantes.....	36
12.6.2 Rédaction du rapport.....	36
12.7 Analyse des zones d'implantations les plus pertinentes	37
12.7.1 Etude de faisabilité	37
12.7.2 Diagnostic parcellaire	38
12.7.3 Bilan de puissance.....	39
12.8 Mise en place d'un plan d'actions	39
12.9 Livrables	40
12.9.1 Réunion de présentation des livrables.....	40
12.9.2 Livrables attendus	41
13. DISPOSITIONS DIVERSES	42
13.1 Echanges dématérialisés.....	42
13.2 Langue	42
13.3 Sous-traitance.....	43
13.4 Propriété intellectuelle	44
13.5 Assurances	44
13.6 Autres obligations administratives.....	44
13.7 Résiliation.....	45
13.8 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	45
13.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	46

13.10 Différends.....49

13.11 Litiges et contentieux49

14. ANNEXE50

15. DEROGATIONS AU CCAG50

1. IDENTIFICATION

Le présent accord-cadre est porté par :

L'État,

Ministère chargé du Budget et des Comptes Publics

Direction des achats de l'État (DAE)

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Siret : 130 022 205 00012

Tél : 01.44.97.34.53 / 34.61

Il est représenté par le Directeur des achats de l'Etat, ou l'une des autorités bénéficiant d'une délégation de signature à cet effet en application de l'arrêté du 4 juin 2024 portant délégation de signature (direction des achats de l'Etat).

1.1 Glossaire

- « Acheteur » : la direction des achats de l'État (DAE) est l'acheteur. La DAE assure : la préparation, la passation et la signature de l'accord-cadre, leurs éventuels avenants, la validation des révisions de prix et l'éventuelle résiliation de l'accord-cadre. Chaque bénéficiaire est chargé, quant à lui, d'émettre et d'exécuter les bons de commande pour l'ensemble des lots.
- « Direction des achats de l'État » (DAE) : acheteur ou encore pouvoir adjudicateur (PA) qui passe et signe l'accord-cadre, ainsi que les éventuels avenants à l'accord-cadre. Il est le coordonnateur du groupement de commande. Un interlocuteur est désigné lors de la notification de l'accord-cadre. L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.
- « Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire » (AC) : contrat conclu entre le pouvoir Adjudicateur (acheteur) et un opérateur économique.
- « Bénéficiaires » ou « services bénéficiaires » : désigne les services en charge de l'exécution de l'accord-cadre. Chaque bénéficiaire est chargé d'émettre et d'exécuter les bons de commande qui le concerne, pour l'ensemble des lots
- « Titulaires de l'accord-cadre » : ce sont les opérateurs économiques qui ont conclu l'accord-cadre avec la direction des achats de l'État.

2.OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet des prestations relatives à la mise en œuvre d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques.

Le présent document concerne le lot n°1 relatif aux prestations de conseil et d'audit en mobilités.

L'objectif de ce lot est multiple et notamment :

- De permettre aux services bénéficiaires d'analyser les modes d'utilisations de leurs infrastructures,
- D'évaluer l'état des infrastructures existantes,
- D'identifier les besoins des services en matière de recharge,
- De proposer des recommandations pour optimiser le réseau de bornes de recharge.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : [71241000-9 - Études de faisabilité, service de conseil, analyse](#)

3.PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

Les bénéficiaires de l'accord cadre sont les services de l'Etat (dont notamment les administrations centrales, les services déconcentrés, juridictions civiles, administratives et financières, services à compétence nationale. L'AGILE, dans le cadre des mandats confiés par l'administration), ainsi que certains établissements publics et autres organismes situés en France métropolitaine, Corse incluse (hors DROM COM). Les bénéficiaires sont listés en annexe 1 au présent CCP Liste des bénéficiaires adhérents à l'AC.

Une convention constitutive de groupement de commandes permanent a été conclue conformément à l'article L. 2113-7 du code de la commande publique, entre la DAE et les établissements publics de l'État bénéficiaires du présent marché listés en annexe 1 au CCP.

4.ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	Prestation de conseil et d'audit en mobilités
2	Fourniture, installation, maintenance et supervision des bornes - Plaque 1 : régions Normandie, Bretagne, Hauts-de-France, Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val-de-Loire, Pays-de-la-Loire
3	Fourniture, installation, maintenance et supervision des bornes - Plaque 2 : régions Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Corse
4	Fourniture, installation, maintenance et supervision des bornes - Plaque 3 : région Ile-de-France

Le présent document concerne exclusivement le lot 1, les autres lots étant régis par un cahier des clauses administratives particulières et un cahier des clauses techniques particulières spécifiques.

5. FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le lot 1 de l'accord-cadre est mono-attributaire.

Le lot 1 de l'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 125 541 000,00 € HT sur la durée totale du marché pour l'ensemble des lots 1, 2, 3 et 4. Ce montant maximal correspond au triple du montant estimatif mentionné dans l'avis d'appel à la concurrence.

Le lot 1 de l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 6 600 000,00 € HT sur sa durée totale.

Le lot 1 de l'accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

6. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

6.1. Cadre général

Le lot 1 de l'accord-cadre est conclu pour la durée suivante :

Numéro de lot	Durée / délai du marché public
1	24 mois

Cette durée s'entend hors reconduction(s) éventuelle(s).

La durée du lot 1 de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

6.2. Reconduction de l'accord-cadre

Le lot 1 de l'accord-cadre est reconductible deux fois par tacite reconduction pour une durée de 12 mois sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

Numéro du lot	Reconduction	Nombre de reconduction(s)	Modalités de reconduction
1	Oui	2	L'accord-cadre est reconductible deux fois pour une durée de 12 mois par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de 2 mois.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

7. LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des prestations, objets de la consultation, est la France métropolitaine y compris la Corse (hors DROM COM).

8. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du lot 1 de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe :
 - Annexe 1 : le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe :
 - Annexe 1 : liste des bénéficiaires
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

9. MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

10. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1. Représentation des parties

a) Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur ou le service bénéficiaire est chargé du suivi de l'exécution des prestations. L'interlocuteur de l'acheteur est désigné lors de la notification de l'accord-cadre et celui du service bénéficiaire lors de l'émission du bon de commande.

L'acheteur ou le service bénéficiaire notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

b) Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de pilotage de l'accord-cadre et auprès du bénéficiaire pour les besoins liés à l'exécution des prestations.

Par dérogation au CCAG de référence, cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché en ce qui concerne le pilotage des prestations auprès de l'acheteur et à la notification du bon de commande pour les interlocuteurs en lien avec les bénéficiaires.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre ou par le bénéficiaire en cours d'exécution des prestations. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur ou le bénéficiaire de toute modification d'interlocuteur désigné.

10.2. Conditions d'exécution

a) Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le bénéficiaire se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du bénéficiaire. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai 8 jours calendaires à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai le bénéficiaire. Dans les 30 jours suivants cette notification au bénéficiaire, le titulaire doit communiquer au bénéficiaire, le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si le bénéficiaire ne le récuse pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, le bénéficiaire récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

b) Emission et exécution des bons de commande

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Cette notification est effectuée par mail ou par tout moyen permettant d'accuser une date de réception certaine que lui indiquera le bénéficiaire. Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- les délais d'exécution des prestations conformément au planning mentionné à l'article 12.4 du présent document
- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- la référence de l'accord-cadre

- les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture)
- le code du service en charge du paiement
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

c) Pilotage

➤ **Pilotage des prestations entre le titulaire et l'acheteur :**

L'acheteur programme autant que de besoin des réunions avec le titulaire ou son représentant. Ces réunions ont lieu majoritairement en visioconférence. En cas de nécessité de programmer une réunion en présentiel, le titulaire ou son représentant se rendent dans les locaux de l'acheteur.

Toute réunion fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le titulaire et transmis à l'acheteur dans un délai de 7 jours calendaires. Toutes les transmissions se feront par voie dématérialisée sauf précisions contraires. Le coût des réunions est inclus dans le prix du marché.

Réunion de démarrage :

La prestation débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation. Cette réunion intervient dans les 15 jours suivant la notification.

L'objectif de cette réunion est d'appréhender les aspects commerciaux et techniques de l'exécution de l'accord-cadre.

Réunion de suivi d'exécution du lot En tant que de besoin, et trimestriellement a minima, une réunion d'avancement permettra d'assurer un suivi au plus près de l'état des prestations, afin de s'assurer de

l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée. Cette réunion abordera, notamment, les points suivants (liste non exhaustive) :

- mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation...) et identification des actions correctives et préventives ;
- points techniques ouverts ;
- bilan des actions non closes ;
- exécution financière du lot

➤ **Pilotage des prestations entre le titulaire et les bénéficiaires :**

Le bénéficiaire programme autant que de besoin des réunions avec le titulaire ou son représentant. Ces réunions ont lieu majoritairement en visioconférence. En cas de nécessité de programmer une réunion en présentiel, le titulaire ou son représentant se rendent dans les locaux du bénéficiaire. Toute réunion fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le titulaire et transmis au bénéficiaire dans un délai de 7 jours calendaires. Toutes les transmissions se feront par voie dématérialisée sauf précisions contraires. Le coût des réunions est inclus dans le prix du marché.

Réunion de suivi d'exécution avec les bénéficiaires :

Le titulaire ou son représentant assurera, sur demande des bénéficiaires, des réunions de suivi des prestations dont la fréquence sera déterminée d'un commun accord entre le titulaire et le bénéficiaire.

d) Relation Fournisseurs

Un encadrement des relations contractuelles par la charte de déontologie

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du présent contrat, les relations contractuelles se font dans le respect des dispositions de la charte de déontologie de la Direction des achats de l'Etat.

Celle-ci constitue le cadre de référence pour tous les agents, tant contractuels que fonctionnaires, dans ses activités.

Le titulaire est invité à en prendre connaissance à l'adresse suivante : [La Charte Relations fournisseurs et achats responsables | economie.gouv.fr](https://economie.gouv.fr/la-charte-relations-fournisseurs-achats-responsables)

L'engagement dans la démarche de labellisation RFAR : la direction des achats de l'Etat est signataire de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

À ce titre, la Direction des achats de l'Etat souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme S0 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer la Direction des achats de l'Etat de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis

le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle peut saisir :

- Le médiateur « Relations fournisseurs-achats responsables » de la direction des achats de l'Etat (ci-après : « médiateur RFAR ») ;
- Ou le médiateur des entreprises, dans les conditions prévues aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du code de la commande publique ;
- Ou tout autre tiers désigné conformément à l'article L2197-1 du Code de la commande publique

Le médiateur RFAR de la DAE a pour mission de faciliter et de promouvoir le dialogue entre l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre interministériel et les titulaires. En cas de différend, il propose, dans une posture de tiers neutre, un processus consensuel visant à rétablir la communication entre les parties et restaurer la confiance.

Si une partie décide de recourir au médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat, préalablement à toute saisine, elle s'assure cumulativement que :

- ses interlocuteurs habituels, au sein de l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre ou de l'entreprise selon le cas, ont été informés du différend, sans qu'une solution ait pu être apportée ;
- le différend a fait l'objet d'une saisine de la direction des achats de l'Etat (équipe en charge du support contractuel interministériel), ou que tous les moyens ont été mis en œuvre pour effectuer une telle escalade.

Dans ce cas, elle lui adresse par courriel à mediateur.dae@finances.gouv.fr une demande qui précise le nom de l'entreprise et son numéro de SIREN, l'objet de sa sollicitation (comportant obligatoirement l'objet et le numéro d'identification du marché concerné ainsi qu'une synthèse du différend opposant les parties), le référent au sein du service concerné de l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre (nom, coordonnées mail et téléphoniques), le référent au sein de l'entreprise pouvant être contacté avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Les échanges écrits entre les deux parties portant sur ledit différend seront également joints, de manière exhaustive, à cette saisine.

Le médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat se prononce sur l'éligibilité de la demande et en informe en retour la partie demanderesse dans un délai maximum de 8 jours ouvrés. Dès lors que la demande est estimée éligible, le médiateur RFAR sollicite l'avis de l'autre partie quant à l'entrée en médiation.

Une fois la médiation acceptée par cette dernière, le médiateur adresse un message sécurisé aux deux parties les informant de l'acceptation réciproque de la médiation et de la date de la première réunion de médiation. La date de cette réunion constitue l'entrée en médiation.

Les délais de recours contentieux sont alors interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

Sous réserve des exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat, déclare par message sécurisé à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée. Les délais de prescription recommencent à courir pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois.

Le recours aux services du médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat est entièrement gratuit.

e) Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, l'acheteur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées directement par le titulaire.

10.3. Obligations du titulaire

a) Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

La démarche est initiée par le titulaire du contrat à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir semestriellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

Les parties détaillent dans le plan de progrès :

- les objectifs ;
- les indicateurs de mesure ;
- les actions à la charge du titulaire ;
- les actions à la charge de l'acheteur ;
- les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ;
- le calendrier prévisionnel de chacune des actions ;
- les modalités de partage des éventuels gains financiers ou autres que financiers).

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

b) Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

c) Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, l'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire (ou de ses/leurs sous-traitants) afin

de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui. Le titulaire doit être informé quinze jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de six mois au-delà de la résiliation ou de la fin de l'accord-cadre, afin de vérifier que l'ancien titulaire a pris que les dispositions en matière de destruction des données ont été respectées en application de l'article 31 du CCAG-PI.

10.4. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

10.5. Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental aux articles 10.5.1 et 10.5.2 du présent CCP.

10.5.1 Communication du BEGES

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de 3 mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard 30 jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

10.5.2. Déplacements

Si la prestation comprend des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Lorsque cela est possible, le titulaire organise les visites des établissements à auditer de manière géographique à des fins d'optimisation de ses déplacements.

10.6. Traitement de données à caractère personnel

L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel.

Il fixe les finalités et les moyens du traitement.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification de l'accord-cadre, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent accord-cadre.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s) suivante (s) :

- Tableau de bord des usages : profil et comportements des utilisateurs

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondante à la durée d'exécution du présent accord-cadre.

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes :

- L'accès aux coordonnées des agents des services bénéficiaires utilisant les prestations d'IRVE

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes :

- Nom, prénom, poste occupé, adresse e-mail professionnelle, numéro de téléphone professionnel

Les catégories de personnes concernées par les données sont les suivantes :

- Les agents publics

Pour l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre, l'acheteur met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes :

- La liste des agents qui ont un accès aux bornes de recharge (nom, prénom et poste occupé).

Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

Mise en œuvre du traitement

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant dans les documents particuliers du présent accord-cadre. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de l'acheteur, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe l'acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace économique européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;

- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de (à compléter, ex : 24 heures) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant (à compléter). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de (à compléter) heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

Délégué à la protection des données

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur communique au titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des me

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

10.7. Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le présent accord-cadre concerne des prestations de conseil et d'audit en mobilités.

Dès lors, de par l'objet-même de l'accord-cadre, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

10.8. Valorisation des ordres de service

Par dérogation au CCAG de référence, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

10.9. Clauses de réexamen

- En cas d'évolutions réglementaires, ou d'évolutions des bonnes pratiques et recommandations en matière de mobilités intervenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, et susceptibles d'avoir une incidence sur les prestations proposées par le titulaire, ou rendant nécessaire l'ajout de nouvelles prestations. Le titulaire propose à l'acheteur de nouvelles prestations qui, tout en répondant aux besoins définis par le présent accord-cadre, atteignent les nouveaux niveaux de performance résultant des évolutions réglementaires intervenues ou à intervenir ou permettent de les atteindre dans le cadre de l'exécution du marché. Les modifications proposées sur le fondement du présent alinéa donnent lieu à la conclusion d'un avenant, tenant compte de leurs éventuelles conséquences financières sur l'exécution de l'accord-cadre (ajout d'une unité d'œuvre spécifique ou complémentaire, ajout d'un nouveau type de profil, etc. nécessaire à la réalisation des nouvelles prestations).
- Dans l'hypothèse où, notamment pour un domaine particulier de prestations entrant dans l'objet et le périmètre de l'accord-cadre, le Titulaire justifie devoir mobiliser des ressources complémentaires ou différentes et/ou délivrer des livrables complémentaires ou différents de ceux prévus dans le descriptif des unités d'œuvre de l'accord-cadre, il peut proposer à l'acheteur des unités d'œuvre complémentaires, modificatives ou de nouveaux profils, permettant le bon accomplissement de la mission. Les modifications proposées sur le fondement du présent alinéa donnent lieu à la conclusion d'un avenant, tenant compte de leurs éventuelles conséquences financières sur l'exécution de l'accord-cadre (ajout d'une unité d'œuvre spécifique ou complémentaire, ajout d'un nouveau type de profil, etc. nécessaire à la réalisation des nouvelles prestations).

10.10. Constations de l'exécution des prestations - opérations de contrôle, vérification et admission des prestations

Les opérations de vérification sont réalisées par le Bénéficiaire.

Les opérations de vérification s'effectuent conformément aux articles 28.1, 28.4 et 28.5 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 28.3 du CCAG-PI, le point de départ des opérations de vérification, est fixé à compter de la notification par le titulaire au bénéficiaire du fait que les prestations ont été exécutées et que les opérations de vérification peuvent débuter. Cette notification est faite par tout moyen permettant de donner date certaine.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le délai dont dispose le Bénéficiaire pour procéder aux opérations de vérification et prendre une décision à leur issue est d'un mois calendaire à compter de la date fixée au paragraphe précédent.

Les opérations de vérification donnent lieu à une décision de réception, d'ajournement, de rejet ou de réfaction dans les conditions prévues par l'article 29 du CCAG-PI.

10.11. Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

10.12. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

a) Pénalités de retard

Principe du contradictoire Lorsque le bénéficiaire envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le bénéficiaire considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Pénalités de retard :

Objet	Pénalité	Appliquée par
Réunion de lancement		
Pour non-respect du délai de réalisation de la réunion de lancement (article 12.1 du présent CCP)	20€ HT /jour de retard	Le bénéficiaire
Visite de site		

Pour non-respect du délai de réalisation de la visite du site du bénéficiaire mentionné à l'article 12.2 du présent CCP	30€ HT/jour de retard	Le bénéficiaire
Planning de réalisation des prestations		
Pour non-respect des délais de réalisation des prestations conformément au planning fourni par le titulaire au bénéficiaire à l'issue de la visite de site (article 12.4 du présent CCP)	50€ HT/jour de retard	Le bénéficiaire

Par dérogation au CCAG de référence, le montant total des pénalités de retard encourues est plafonné à 20 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

b) Pénalités liées à l'exécution des prestations

Les pénalités liées à l'exécution des prestations sont applicables, par le bénéficiaire, sans mise en demeure préalable.

Objet	Pénalité	Appliquée par
Absence du titulaire		
Toute absence aux visites de site, réunion de lancement et réunions diligentées par le bénéficiaire	100€ HT /absence constatée	Le bénéficiaire
Défaut de livraison des livrables*		
En cas de non-respect des délais de livraison des livrables (article 12.4 du présent CCP)	100€ HT /jour ouvré de retard à compter du lendemain du jour où la livraison était fixée	Le bénéficiaire

***Un défaut de livraison s'entend de :**

- Un livrable remis postérieurement au dernier jour du délai prévu ;
- Un livrable remis dans le délai prévu mais incomplet ;
- Un livrable remis dans le délai prévu mais non à jour ;
- Un livrable remis dans le délai prévu mais dans un format autre que le format exigé par le Bénéficiaire ;
- Une demande de précision ou d'informations non finalisée dans le délai prévu.

c) Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

Objet	Pénalité	Appliquée par
Méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document		
Pour non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel (article 10.6 du présent CCP)	50€ HT /heure de retard	L'acheteur

d) Pénalité pour non-respect du secret des affaires

Objet	Pénalité	Appliquée par
Pour non-respect du secret des affaires (article 10.7 du présent CCP)	500€ HT /document divulgué en méconnaissance du secret des affaires	L'acheteur

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

e) Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre conformément à l'article 11.6 du CCP

Objet	Pénalité	Appliquée par
En cas de retard dans la communication de l'état trimestriel de consommation (le cas échéant, tous bénéficiaires confondus) du présent-accord cadre	100€ HT /jour de retard	L'acheteur
En cas de manquement du titulaire à son obligation de prévenir l'acheteur lorsque les consommations atteignent 70 % de la valeur maximale indiquées par l'acheteur dans les documents de la consultation	5 000€ dès le constat de cette omission	L'acheteur

11. REGIME FINANCIER

11.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-PI (article 35.2.1 et suivants du CCAG-PI) incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle,
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison indiquée au CCP.

11.2. Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix des prestations font l'objet d'une variation de prix par application de la formule ci -dessous :

$$P1 = Po (S1 / So)$$

Dans laquelle :

P1 =prix révisé

Po= prix fixé dans l'offre du titulaire

So=valeur de l'indice SYNTEC en vigueur au mois d'établissement des prix

S1 = valeur du dernier indice SYNTEC connu au 1er jour du mois précédant la date de révision

Périodicité de révision des prix :

Les prix sont révisables annuellement, à la date d'anniversaire de notification de l'accord cadre par application de la formule décrite ci-dessus. La révision de prix sera ainsi calculée et appliquée à l'ensemble des prix du bordereau des prix unitaires pour les bons de commande à venir. Les bons de commandes émis avant la validation des éléments de calcul par l'acheteur ne sont pas concernés par la révision.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire. Le titulaire transmet à l'acheteur sa demande de révision, par tout moyen permettant de donner une date certaine, au moins un mois avant la date anniversaire de notification de l'accord cadre, comportant tous les éléments de révision. En l'absence de réception de propositions sur la révision des prix un mois avant la date anniversaire, ceux-ci sont maintenus pour un an jusqu'à la date anniversaire suivante. Le titulaire fera suivre les nouveaux BPU impérativement sous format Excel à l'acheteur.

L'acheteur dispose de 15 jours calendaires après réception pour en vérifier et valider les éléments de calcul.

11.3. Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

11.4. Modalités financières

a) Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est mensuelle.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

b) Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande. Cette demande doit être effectuée auprès du bénéficiaire qui a émis le bon de commande concerné par le certificat de cessibilité.

Les comptables assignataires compétents sont :

o les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux

o les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :

- arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat ;
- arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense

o Les comptables assignataires compétents pour les services de la Direction générale de l'Aviation Civile sont visés par la décision du 28 décembre 2022 portant organisation de l'agence comptable du budget annexe « contrôle et exploitation aériens » publiée dans le bulletin officiel du ministère de la transition écologique (MTE) (Notice Décision du 28 décembre 2022 portant organisation de l'agence comptable du budget annexe « Contrôle et exploitation aériens ». (developpement-durable.gouv.fr)

o Pour l'Agence de Gestion de l'Immobilier de l'Etat (AGILE), en tant que mandataire d'un ou plusieurs services de l'Etat ou autre organisme eux-mêmes bénéficiaires du présent accord-cadre : le comptable de l'agence (courriel : comptabilite@agile.immo.fr)

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

c) Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics ou 50 jours maximum pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées). La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.]

d) Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par le bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique),
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries la date effective d'exécution des services,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée,
- le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique),
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

11.5. Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état trimestriel de la consommation (montant cumulé des bons de commande notifiés pendant la période de référence), tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent **70** % de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'Acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le Titulaire :

- s'engage à respecter, sans réserve, les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;

- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

11.6. Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

12. CLAUSES TECHNIQUES

Les principales prestations demandées sont :

- Dimensionnement des usages
- Audit des infrastructures de recharge existantes
- Analyse des zones d'implantations les plus pertinentes
- Rédaction d'un plan d'actions

12.1 Réunion de lancement

Le titulaire organise en accord avec le bénéficiaire une réunion de lancement dans les 14 jours calendaires à compter de la notification du bon de commande. Lors de cette réunion, le bénéficiaire fait une présentation de son organisation et de ses problématiques et attendus en matière d'offre de recharge. Le titulaire établit la liste des documents à lui fournir en amont de la visite et la transmet au bénéficiaire.

12.2 Collecte des données existantes

A l'issue de la réunion de lancement et en amont de la visite, le service bénéficiaire transmet l'ensemble des données permettant au titulaire d'acquérir une base de connaissances sur la topographie des lieux, les infrastructures et les usages actuels des bornes de recharge, notamment :

- Le nombre de place de stationnement,
- Les marques et modèles de véhicules de la flotte,
- Les types d'utilisateurs à qui ont accès aux bornes,
- Le nombre de bornes installées et lorsque le service bénéficiaire en dispose, les documents techniques des bornes, ou sinon la marque et modèle de la borne, son année d'installation,
- L'historique des pannes et des interventions de maintenance.
- Le cas échéant, le nombre de sessions de recharge, durée moyenne des sessions, taux d'occupation des bornes, périodes de forte utilisation,

Après réception de ces éléments, le titulaire programme une visite de site dans les 15 jours ouvrés suivants l'envoi des documents par le bénéficiaire.

12.3 Visite du site

Lors de sa visite du site, le titulaire effectue un relevé détaillé de l'offre de stationnement (pour l'ensemble des agents et des visiteurs du site) et de l'offre de recharge proposée à savoir :

- Nombre de places disponibles et organisation du stationnement (sous-sol, extérieur, accès restreint ou ouvert, ...)
- Taux d'occupation constaté des espaces de stationnement,
- Places équipées d'un point de charge et caractéristiques de la charge proposée,
- L'état physique et fonctionnel des bornes de recharge.
- Les habitudes et préférences des utilisateurs en matière de recharge.

Cette liste pourra être complétée par l'ensemble des éléments que le titulaire juge nécessaire pour réaliser son analyse.

12.4 Synthèse des données et planning

A l'issue de la visite, le titulaire réalise un compte-rendu et présente un planning de réalisation détaillant l'ensemble des délais (réalisation des prestations et remise des notifications) pour chacune des prestations demandées par le service bénéficiaire sur la base du bordereau des prix unitaires. Ce planning est transmis dans un délai maximum de 8 jours ouvrés pour validation au bénéficiaire. Une fois validé le bénéficiaire établit alors un bon de commande, couvrant les prestations déterminées lors de la visite, en indiquant les délais inscrits dans le planning fournit par le titulaire.

12.5 Contexte réglementaire des parcs de stationnements

Le Titulaire fournit une analyse complète du cadre réglementaire applicable au parking du service bénéficiaire, à savoir notamment :

- Les normes techniques et de sécurité applicables à l'installation des bornes de recharge, incluant les exigences en matière de raccordement au réseau électrique et les obligations de conformité des équipements.
- Les obligations légales relatives à l'accessibilité des bornes de recharge pour les utilisateurs, en particulier pour les personnes à mobilité réduite, et aux obligations d'information envers les usagers.
- Les exigences environnementales à respecter dans le cadre de l'installation et de l'exploitation des infrastructures, incluant la gestion des ressources énergétiques, la transition énergétique et les impacts écologiques éventuels.
- Les subventions publiques en vigueur pour le développement des infrastructures de recharge, tant au niveau local, national qu'europpéen, ainsi que les conditions d'éligibilité aux aides publiques.

A l'issue de cette analyse, le titulaire transmet, dans les délais et les conditions figurant dans le planning mentionné à l'article 12.4, un rapport écrit au service bénéficiaire faisant état de l'ensemble des contraintes et obligations réglementaires applicable à son offre de stationnement.

12.6 Dimensionnement des usages

Le titulaire procède à une analyse des comportements de recharge et élabore, dans les délais et les conditions figurant dans le planning mentionné à l'article 12.4, un tableau de bord des usages qui fait apparaître notamment les éléments suivants :

- La fréquence d'utilisation des bornes (nombre de sessions par jour/semaine/mois),
- La durée moyenne des sessions, périodes de pointe (heures/jours de forte utilisation), taux d'occupation des bornes.
- L'identification des tendances et des modèles d'utilisation des bornes (augmentation ou diminution de l'utilisation au fil du temps, périodes de sur-utilisation ou sous-utilisation, variations saisonnières, ...)
- Le profil et comportements des utilisateurs
- Le types de véhicules utilisant les infrastructures de recharge et leurs fréquences de recharge

12.6.1 Audit des infrastructures existantes

Le titulaire rédige, dans les délais et les conditions figurant dans le planning mentionné à l'article 12.4, une note qui fait état notamment :

- Du nombre total de bornes,
- Du type de recharge proposée (AC, DC),
- De l'état de fonctionnement (opérationnel, en maintenance, hors service) des infrastructures,
- De la fréquence et nature des pannes,
- De la nécessité de procéder au remplacement de(s) l'infrastructure(s) dans un futur proche,
- Le cas échéant, du coût du remplacement des infrastructures concernées.
- La capacité de recharge disponible par rapport à la flotte de véhicules électrique présents dans le parc du bénéficiaire.

12.6.2 Rédaction du rapport

À l'issue de la phase de diagnostic, le titulaire rédige, dans les délais et les conditions figurant dans le planning mentionné à l'article 12.4, un rapport sur la base du tableau de bord des usages et/ou de l'état des infrastructures. Ce rapport doit souligner les points forts et les points faibles de l'offre de recharge actuelle (état du parc, utilisation des points de charge, abonnement souscrit par rapport à l'usage réel des bornes) et identifier les enjeux à venir, notamment en lien avec la transition énergétique du parc de véhicules du bénéficiaire.

Ce rapport doit permettre au bénéficiaire de mieux comprendre ses besoins en recharge en fonction des caractéristiques, de la puissance et du modèle de bornes dont il dispose ou qu'il souhaite acquérir. Il doit également permettre d'identifier les opportunités et les coûts associés pour optimiser le réseau de bornes de recharge et améliorer l'expérience utilisateur (ouverture des points de charges aux usagers, augmentation du nombre de points de charge, mise en place d'une solution de supervision...). Le titulaire doit être mesure de conseiller les bénéficiaires et lui proposer des solutions de recharge innovante pour répondre à ses besoins.

12.7 Analyse des zones d'implantations les plus pertinentes

Sur demande du service bénéficiaire, le titulaire réalise, dans les délais et les conditions figurant dans le planning mentionné à l'article 12.4, une analyse des zones d'implantation les plus pertinentes pour les infrastructures de recharge pour véhicules électriques. L'objectif est d'identifier les emplacements les plus stratégiques pour maximiser l'utilisation des bornes, répondre aux besoins des utilisateurs tout en réduisant les coûts d'installation et d'exploitation des IRVE.

Cette analyse doit présenter pour chaque zone identifiée :

- Les utilisateurs concernés (agents, usagers...),
- Le type de borne à déployer (notamment puissance, nombre de point de charge, qualité de l'habillage de la borne en fonction des contraintes du site...),
- Les contraintes d'implantation de toute nature (juridique, technique etc...) et de raccordement électrique et les coûts associés,
- La puissance du bâtiment et sa capacité à prendre en charge des IRVE,
- La possibilité d'intégrer des solutions innovantes,
- La prise en compte de l'accès aux bornes de recharge pour les personnes à mobilité réduite,
- Les équipements à déployer sur la borne (câble intégré, monétique, identification, ...)

A l'issu de son analyse le titulaire établit, dans les délais et les conditions figurant dans le planning mentionné à l'article 12.4, une carte synthétique du site représentant les zones à fort potentiel pour l'implantation des IRVE. Si le titulaire diagnostique plusieurs zones d'implantation, il effectue une priorisation permettant au bénéficiaire de se positionner facilement sur l'option à retenir pour le déploiement des IRVE en tenant compte des contraintes d'ordre bâtimentaires et/ou financières et calendaire. Une fois les zones définies, le titulaire produit un schéma qui illustre l'implantation des bornes pour chaque zone identifiée.

12.7.1 Etude de faisabilité

Le Titulaire réalise, dans les délais et les conditions figurant dans le planning mentionné à l'article 12.4, une étude de faisabilité du projet d'implantation des infrastructures de recharge. Cette étude a pour objectif d'évaluer les contraintes et opportunités du projet, en tenant compte des aspects techniques, administratifs et réglementaires.

Cette étude comprend, notamment, les éléments suivants :

1. **Une analyse des contraintes techniques :** Le Titulaire identifiera les éventuelles contraintes techniques pouvant impacter le développement du projet (exemples : accessibilité du site, disponibilité du réseau électrique (et capacité à permettre une extension des IRVE), conditions climatiques et topographiques, etc.), et proposera des solutions adaptées pour les lever.
2. **Une étude administrative :** L'étude porte sur l'identification des autorisations administratives nécessaires (exemples : permis de construire, autorisations environnementales, conformité réglementaire). Le Titulaire précise les délais et conditions d'obtention de ces autorisations ainsi que les risques liés aux éventuels retards administratifs.

12.7.2 Diagnostic parcellaire

Le Titulaire réalise, dans les délais et les conditions figurant dans le planning mentionné à l'article 12.4, un diagnostic parcellaire des zones identifiées dans le projet d'implantation. Le diagnostic parcellaire comprend notamment les éléments suivants :

- **Prise en compte de l'environnement de la zone identifiée**

Le Titulaire analyse l'environnement immédiat de la zone identifiée, en tenant compte des spécificités géographiques, des infrastructures environnantes, de l'usage des sols voisins et des éventuelles zones protégées ou sensibles (espaces naturels, zones humides, périmètres de protection, repérage des monuments historiques et archéologiques etc.).

- **Relevé cadastral et identification du PLU associé**

Le Titulaire réalise un relevé cadastral de la zone concernée. Ce relevé inclura la description et les références de chaque zone, ainsi que la délimitation précise de l'emprise de la station de charge.

En parallèle, le Titulaire procède à l'identification et à l'analyse des règles d'urbanisme applicables en vertu du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou de tout autre document d'urbanisme pertinent. Cette analyse comprend les règles de constructibilité, les servitudes, les zones de protection, ainsi que toute restriction spécifique à l'usage du sol.

- **Évaluation des risques naturels**

Le Titulaire réalise une évaluation des risques naturels. Cette évaluation comprend l'identification des zones à risque (inondation, glissement de terrain, séisme, feux de forêt, etc.), ainsi que les recommandations nécessaires pour prendre en compte ces risques dans le cadre du projet. Les éventuelles zones soumises à un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) devront être spécifiquement identifiées.

12.7.3 Bilan de puissance

Le Titulaire réalise, dans les délais et les conditions figurant dans le planning mentionné à l'article 12.4, un bilan visant à déterminer la puissance électrique nécessaire pour alimenter les IRVE, à identifier les solutions adaptées, et à proposer des scénarios d'optimisation en fonction des spécificités du site.

Calcul de la puissance minimale et optimale de l'alimentation électrique pour l'IRVE

Le Titulaire procède à un calcul de la puissance électrique minimale nécessaire pour garantir le fonctionnement efficace des infrastructures de recharge, en tenant compte de la demande énergétique actuelle et future, du nombre de bornes à installer, de leur capacité de charge, ainsi que des usages prévus.

En parallèle, il effectue un calcul de la puissance optimale afin d'identifier les besoins en alimentation électrique qui permettront d'optimiser la performance des infrastructures et d'assurer une éventuelle montée en puissance à long terme (prévisions de croissance, usages supplémentaires).

Identification des solutions

Sur la base des calculs effectués, le Titulaire recherche et identifie les solutions techniques permettant de satisfaire les besoins en alimentation électrique. Cela inclut l'étude des différentes options de raccordement au réseau électrique existant (raccordement direct, renforcement du réseau, utilisation de solutions d'autoproduction ou de stockage d'énergie) ainsi que la prise en compte des contraintes locales (accès au réseau, capacités de distribution, exigences techniques).

A l'issue, le Titulaire propose différentes options pour maximiser l'efficacité énergétique, réduire les coûts d'exploitation, et assurer la pérennité des infrastructures.

12.8 Mise en place d'un plan d'actions

Le prestataire rédige, dans les délais et les conditions figurant dans le planning mentionné à l'article 12.4, un plan d'actions détaillé qui décrit l'ensemble des actions à mener pour répondre aux objectifs d'optimisation de l'offre de recharge.

Ce plan d'actions porte sur :

- Les actions d'investissement en matériel de recharge : (modèle, coûts, délais, mise à niveau des IRVE existantes...)
- Les actions d'optimisation de l'offre de recharge existante et les préconisations permettant une utilisation optimale des IRVE.
- Les actions d'organisation du stationnement pour intégrer de nouvelles IRVE.
- Les actions à prévoir en interne pour faciliter la prise en main des IRVE et leurs ouvertures aux usagers et/ou visiteurs.
- L'identification de leviers financiers (internes ou subventions) pour accompagner ce développement,

Ce plan d'actions doit être opérationnel et permettre au bénéficiaire d'engager rapidement les actions préconisées par le titulaire.

12.9 Livrables

12.9.1 Réunion de présentation des livrables

Sur demande du service bénéficiaire, le titulaire fait une présentation de ces travaux écrits. Cette présentation se fait sous forme de réunion soit dans les locaux du bénéficiaire ou soit sous forme de webinaire selon l'option retenue par le service bénéficiaire. Le titulaire organise la réunion et fixe la date en accord avec le service bénéficiaire dans un délai maximal de 15 jours calendaire à compter de la notification du bon de commande. A l'appui de cette réunion, le titulaire fournit un support de présentation PowerPoint résumant les points clés du/des livrables(s) concerné(s) et facilitant la prise de décision. Il le transmet au bénéficiaire au maximum 48h avant la date de la réunion. A l'issue de la réunion, le titulaire transmet le compte-rendu des échanges dans un délai maximal de 7 jours calendaires.

12.9.2 Livrables attendus

DESIGNATION	PRESTATIONS	LIVRABLES	
Initialisation et prise de connaissances	Réunion de lancement	Liste des documents à fournir en amont de la visite	
	Visite de site	Compte rendu de la visite	
		Planning de réalisation des prestations	
	Contexte règlementaire applicable aux parking	Rapport de synthèse	
Analyse des existants et des usages	Dimensionnement des usages	Tableau des usages	Rapport de synthèse
	Audit des existants	Note sur l'état du parc de bornes existant	
Définition des zones d'implantation des bornes	Analyse des zones d'implantations les plus pertinentes	Carte synthétique + schéma d'implantation des IRVE	
	Etude de faisabilité	Rapport de synthèse	
	Diagnostic parcellaire	Rapport de diagnostic	
	Bilan de puissance	Tableau d'aide à la décision regroupant les résultats de l'étude.	

		Rapport de synthèse regroupant les différentes options pour maximiser l'efficacité énergétique.
Plan d'action	Mise en place d'un plan d'action	Note reprenant l'ensemble des préconisations du titulaire
Présentation des résultats	Réunion de présentation des livrables	Support de présentation PowerPoint
		Compte-rendu de réunion

L'ensemble des livrables seront transmis avec les fichiers natifs et en PDF.

Ils pourront intégrer des illustrations qui seront réalisées par le Titulaire notamment les éléments suivants :

- Des schémas explicatifs, des photographies, des extraits de plans, des tableaux...,
- Des illustrations techniques,
- Des inserts pédagogiques de type vignette, encadré, ou croquis pouvant illustrer une explication technique et permettre une vulgarisation des sujets abordés.

Le Titulaire du marché s'assure que les éléments illustratifs et notamment les photographies ne sont pas frappées du droit de la propriété intellectuelle (documents soumis au droit de copie).

13. DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

13.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

13.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le pourcentage maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial

de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

13.4 Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCP. Le présent accord-cadre fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

13.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

13.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire *sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante* : <https://www.e-attestations.com/>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

13.7 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants : non-respect du RGPD.

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

13.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

13.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative du bénéficiaire

Si le bénéficiaire décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le bénéficiaire précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

Le bénéficiaire ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse au bénéficiaire un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

Le bénéficiaire prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du bénéficiaire qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du lot de l'accord-cadre concerné sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par le bénéficiaire à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse au bénéficiaire un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **10%** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 46.2 CCAG FCS) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...).

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Echanges dématérialisés »).

13.10 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

13.11 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

F - 75004 Paris

Tél : +33 1 44 59 44 00

Fax : +33 1 44 59 46 46

Courriel : greffe.taparis@juradm.fr

Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

14. ANNEXE

Annexe 1 : Liste des bénéficiaires adhérents à l'accord-cadre

15. DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
10.1	3.4	Représentation du titulaire
10.8	23	Ordre de service pour prestations supplémentaires ou modificatives
10.10	28.2	Délai de vérification
10.10	28.3	Point de départ du délai pour les opérations de vérification
10.12	14.1.1	Montant des pénalités de retard
10.12	14.1.2	Plafond des pénalités
10.12	14.1.3	Exonération des pénalités